

# Un langage pour dire Bruxelles et la Wallonie

*Parmi les mesures prioritaires pour augmenter la légitimité des institutions publiques wallonnes, bruxelloises, il y a l'élaboration d'un langage qui devrait leur permettre de parler d'elles-mêmes. Or ce langage n'existe pas encore, et l'adhésion du citoyen aux institutions qui doivent le servir en est troublée. Le présent article indique quelques pistes à suivre.*

JEAN-MARIE KLINKENBERG

Peut-on identifier quelques mesures prioritaires pour augmenter la légitimité et l'efficacité des institutions publiques wallonnes, bruxelloises et francophones ?

Certes : elles sont nombreuses ; et elles concernent au premier chef Bruxelles et la Wallonie, qui doivent apprendre à se dire en dehors du cadre belge, et du cadre dit « francophone », qui n'est guère qu'un avatar du premier, simplement obtenu par soustraction de la Flandre. Qu'il me soit permis de prendre le problème par le bout wallon : mais on peut aisément adapter ce que je vais dire au cas de Bruxelles.

Parmi ces priorités, il y a le langage : la Wallonie et Bruxelles ont besoin d'un langage pour s'énoncer comme collectivités humaines. Le *Manifeste pour la culture wallonne* et le manifeste bruxellois *Nous existons* ne disent pas autre chose. Mais aussi un langage pour parler de soi comme institution. Point auquel je vais m'attarder.

Oui, il faut le dire au moment où on ne cesse de discuter le terme : on n'a pas encore essayé le fédéralisme. En affirmant ceci, je ne veux pas nier que le fédéralisme belge, ce produit très élaboré issu de la rencontre des aspirations culturelles flamandes et des revendications socioéconomiques wallonnes, soit aujourd'hui un système mûr. En particulier, l'institution régionale wallonne a atteint une dimension critique qui lui a permis et lui permettra d'absorber tout transfert de compétences sans difficultés majeures. Oui, il y a bien là des institutions, qui fonctionnent, et qui fonctionnent bien.

Mais il y a bien du chemin à parcourir encore pour que tout ceci soit une réalité vivante pour l'homme de la rue, bien de l'imagination à mobiliser (surtout en ce moment, où l'on agite, comme un leurre, des formules magiques comme « circonscription unique »). Du chemin à parcourir quand on pense que dans les pays à tradition authentiquement fédérale, les responsables ne zappent pas, de manière ludionnesque, entre les différents niveaux de pouvoir, mais tendent à se spécialiser; que l'asymétrie des gouvernements y est une chose saine et légitime, puisqu'elle rend justice à ces différences de sensibilité; que les enjeux distincts des élections, nécessairement bien distinctes, sont clairement identifiés par le citoyen; que ces États comportent des limites territoriales claires...

Car voilà la principale pièce qui manque encore, une pièce essentielle: l'adhésion du citoyen. Ce citoyen qui doit pouvoir se reconnaître dans ses institutions, et qui pour cela doit avoir été éduqué à les comprendre.

Or sur ce plan de la compréhension, de l'éducation et de la reconnaissance, on vient de très loin.

En effet, notre système a de toute évidence été pensé à l'origine par des gens qui n'y croyaient pas; qui, de manière consciente ou non, réprouvaient viscéralement le principe fédéral d'une union volontaire d'entités libres et ne voulaient pas que le citoyen puisse croire au nouvel ordre de choses qu'on lui offrait. Leur excès d'imagination terminologique dénonce bien les contorsions auxquelles ils se sont soumis, d'assez mauvais gré au reste.

Qu'il me soit permis de traquer ce non-dit du premier fédéralisme belge, en faisant parler ses mots.

Tout d'abord, nos entités fédérées se voyaient, au moment même où on les créait, refuser tout statut d'État. Où a-t-on vu ailleurs un État être appelé *région*? Bien mieux: on refusait à ces entités d'être authentiquement dirigées, puisqu'on les chapeautait d'un *exécutif* (bien autre chose qu'un gouvernement, puisqu'un exécutif comprend l'administration). Enfin, les asymétries de la terminologie révélaient des fantasmes historiques louches: pourquoi n'a-t-on pas voulu de « Communauté allemande », puisqu'il y avait bien une « Communauté française »?

À la plupart de ces incongruités, des corrections majeures ont été apportées, au fil du temps. À ma suggestion, Guy Spitaels a un jour osé troquer *exécutif* pour *gouvernement*. Ce fut à la grande fureur du moniteur de la pensée unitariste qui, longtemps, parla du gouvernement wallon comme d'un « gouvernement autoproclamé » (terminologie peu innocente à un moment où la péninsule des Balkans se divisait en États autoproclamés où se pratiquait l'épuration ethnique. Mais à l'heure où le droit international est allégrement violé au Kosovo, l'autoproclamation semble n'est plus un crime depuis qu'elle a été sanctifiée par Big Brother...).

Mais le travail n'est pas terminé. Par exemple, on parle encore toujours de *région*, avec tous les effets pervers qu'entraîne cette terminologie.

Le premier effet pervers est que ce mot renvoie à la subdivision d'un territoire, et non à des entités distinctes et autonomes. De surcroît il suggère des limites floues, ce qui est incompatible avec la représentation que l'on se fait aujourd'hui d'un État.

Le second est que ceux qui se préoccupent du fonctionnement de leur État se voient automatiquement appliquer l'épithète de « régionaliste ». Or on sait toutes les connotations que véhicule cet adjectif : petitesse, repli, arriération, conservatisme...

Un troisième effet pervers, plus subtil sans doute, mais plus dommageable encore, de cette terminologie, est de dissocier radicalement « Wallonie » et « Région wallonne ». Distinction grosse de bien des dérives : fait-on de « la France » et de « la République française » deux choses différentes ? distingue-t-on Belgique et royaume de Belgique ? La dissociation entre « Wallonie » et « Région wallonne » aboutit parfois à la schizophrénie. Par exemple, la presse ne parle jamais de la rigueur budgétaire de « la Wallonie » : si d'aventure cette rigueur est mise en évidence, c'est celle que de la « Région wallonne ». Par contre, si des grèves éclatent sur le sol wallon, ce sera « la Wallonie qui s'arrête ». Pourquoi ne pourrait-ce être « la Wallonie » qui soit bien gérée ?

Donc, on n'a pas voulu que le citoyen puisse croire au nouveau pays qu'on lui offrait et puisse s'y reconnaître. Partie gagnée, puisqu'aujourd'hui, on n'a apparemment qu'un seul adjectif pour décrire ces institutions : surréaliste. Partie gagnée, puisqu'aujourd'hui comme toujours lorsqu'il y a de la fragilité et des incertitudes, on observe un mouvement de repli frileux sur les valeurs sûres, ce mouvement qui fait la fortune des marchands de drapeau. Partie gagnée, puisqu'aujourd'hui on fait croire aux citoyens que les retours en arrière sont son avenir. Partie gagnée, puisqu'un président de la Wallonie est allé jusqu'à changer le papier à en-tête de son prédécesseur — qui parlait bien du gouvernement de Wallonie —, pour y inscrire la mention félonne « gouvernement de la Région wallonne du royaume de Belgique » !

Il est donc urgent de créer un nouveau langage citoyen à ce premier niveau, le plus élémentaire : celui des institutions.

Qui a le pouvoir (ou le devoir) d'inventer et d'utiliser une nouvelle terminologie ? La responsabilité en incombe en premier lieu aux gouvernements, et principalement aux gouvernements wallon et bruxellois, qui dirigent des entités ressemblant plus que la « Communauté » à l'idée que le citoyen moyen se fait d'un État. Dans leurs communiqués, leurs conférences de presse, les documents qu'ils destinent au grand public, ils doivent cesser de s'adresser à leurs partenaires et aux citoyens dont ils ont la charge dans une terminologie aliénante, et parler d'eux-mêmes dans un langage qui porte la trace du mépris dans lequel ils sont nés. Elle incombe en second lieu aux autres faiseurs d'opinion : journalistes de la presse écrite ou parlée, rédacteurs de brochures, de guides, créateurs de manuels scolaires. ■

Le présent texte applique les rectifications orthographiques de 1990, approuvées par toutes les instances francophones compétentes, dont l'Académie française.